

Le Secrétariat national du parti s'est réuni avant-hier

Le FFS rejette l'agenda politique de Tebboune



Hakim Belacel, premier secrétaire du FFS. © D.R.

Dans une déclaration rendue publique hier, le secrétariat national du FFS s'est prononcé sur l'agenda politique du nouveau locataire du Palais d'El-Mouradia "visant à maintenir le statu quo" en annonçant des "changements de façade" sans pour autant répondre aux aspirations démocratiques du peuple algérien "qui sort manifester dans tout le pays de façon unitaire et pacifique, et ce, depuis près d'un an".

Dans ce sens, la première instance du plus vieux parti de l'opposition, qui s'est réunie, avant-hier dimanche, a réitéré son attachement aux idéaux de la révolution exprimés par le peuple algérien animé "d'un sursaut patriotique exemplaire de choisir librement ses institutions à travers une Assemblée nationale constituante". Hakim Belacel, premier secrétaire du parti, rappelle, pour la circonstance, que les revendications du peuple ne peuvent être satisfaites que "par l'élection d'une Assemblée nationale constituante dont la mission est l'élaboration d'une nouvelle Constitution consensuelle adoptée par un référendum populaire, prélude à l'avènement de la deuxième république qui est la seule perspective de sortie de crise". Dans ce registre, le parti expliquera que le salut du peuple algérien passe par l'instauration d'un État de droit, civil, démocratique et social, en organisant "une transition démocratique". En somme, la formation politique du défunt Hocine Aït Ahmed rejette en bloc la feuille de route du régime qui reste "sourd aux exigences des millions d'Algériens rassemblés dans la révolution du 22 février, pour conquérir une nouvelle indépendance avec l'objectif de se libérer d'un régime dictatorial, après s'être libéré du joug colonial". Alors que le pouvoir qui vise à maintenir son emprise sur la société "se contente d'une façade faussement démocratique en organisant une farce électorale pour doter l'État d'une gouvernance civile d'apparence légale, sans pouvoir réel, avec un Président illégitime,

un gouvernement du même système et les mêmes pratiques autoritaires si bien que rien ne change véritablement dans la nature du pouvoir”, indique le secrétariat national du FFS.

Dans le même sillage, le secrétariat national expliquera que le régime n’est pas près de lâcher le pouvoir “de son plein gré”. Pour preuve, selon le FFS, “le processus non démocratique engagé pour apporter des amendements à la Constitution, avec une rédaction par des experts sous la dictée du pouvoir, son adoption par une Assemblée illégitime et impopulaire et sa consécration par un référendum sous le contrôle de ce même régime, et ce, quel que soit le taux de participation qu’on sait d’avance quasiment nul”. Plus loin, le premier secrétaire du parti dénoncera la stratégie répressive du pouvoir menée à l’encontre des manifestants pacifiques, à savoir “la poursuite des mesures de répression et des arrestations arbitraires, le refus de toute libération inconditionnelle des détenus politiques et d’opinion et le non-abandon des poursuites judiciaires”, lit-on encore dans la déclaration.

Hanafi H.